

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LORRAINE.
Séance plénière du jeudi 7 février 2008
Débat sur la POLITIQUE INDUSTRIELLE EN LORRAINE
Intervention CGT, Bertrand GOSSELIN

Le constat est implacable, notre région perd ses emplois industriels par milliers, des bassins d'emplois sont touchés de plein fouet ; plus grave comme le démontre malheureusement le projet de résolution, les autres secteurs n'assurent pas le relais. Ce mouvement ne touche malheureusement pas que notre région, à des degrés divers toutes sont touchées.

Au-delà de ce constat qui sans doute fera consensus, il est nécessaire de s'interroger sur les causes et incontournable d'avancer des propositions efficaces si l'on veut enrayer dans un premier temps ce processus et gagner demain le défi de l'emploi industriel dans notre région.

Si la question qui nous préoccupe aujourd'hui est une nouvelle fois mise sur le devant de la scène, c'est bien qu'en dépit d'une baisse considérable de ses effectifs, chacun sent bien que l'industrie demeure un élément structurant de l'activité économique en termes de richesses créées, car elle exerce de fait un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie de la région ... Développement de l'activité industrielle allant de paire avec développement de services de qualité et des services publics.

L'actualité récente en Lorraine sur cette question le démontre. Les restructurations s'opèrent sous l'impulsion de groupes multinationaux qui affichent tous une excellente santé financière. MICHELIN, ARCELOR MITTAL, TOTAL, pour ne citer qu'eux.

Bonne santé financière qui résulte de stratégies de gestion qui mélangent, retraits, recentrages sur les corps de métiers, abandons d'activité, fermetures de sites, avec rachats d'activités ailleurs et localisations nouvelles, le tout sous la contrainte décrétée par quelques-uns de recherche d'un taux de rentabilité maximale au détriment des hommes et des territoires.

La délégation CGT au CESR de Lorraine fait totalement sienne l'interpellation du syndicat CGT de KLEBER adressée aux groupes industriels concernés, à l'autorité préfectorale ainsi qu'aux élus nationaux , régionaux et départementaux.

Cette interpellation des syndicalistes de KLEBER TOUL questionne à juste titre le sens de cette « économie de casino » qui « donne la primauté à la finance et à la rentabilité immédiate conformément aux exigences des marchés financiers ».

A un moment où l'on reparle de civilisation, cette interpellation des syndicalistes est forte quand elle entend remettre l'homme et la satisfaction de ses besoins essentiels ainsi que sa place au sein de l'entreprise, du territoire et de la société au cœur du débat.

A un moment où à nouveau, nos réflexions au sein du CESR sont accaparées par les thèmes de la métropolisation et de l'attractivité, à un moment où l'actualité récente est là pour nous démontrer qu'il existe des sommes astronomiques dans la sphère financière sans commune mesure avec ce qui est produit ... à ce moment ci, ne devrions nous pas nous interroger aussi, comme nous savons le faire au CES, au travers d'un rapport argumenté, sur l'utilisation et le partage de la valeur ajoutée créée par les salariés de notre région Lorraine ?

Quelle part actuellement soustraite à la satisfaction des besoins va gonfler cette sphère financière ?

Quelle part reste t-il à l'investissement productif ?

Comment mobiliser les moyens financiers des entreprises au service de l'emploi, des salaires et de l'investissement productif pour l'innovation sur place ?

Comment favoriser l'intervention des salariés porteurs d'autres critères de gestion dans cette gestion des entreprises avec des droits nouveaux pour les administrateurs salariés ?

Quand ferons-nous concrètement le bilan et l'évaluation pour la Lorraine des centaines de millions d'aides publiques diverses et d'exonérations de cotisations de toutes sortes en matière de création d'emplois ? Un récent rapport de la Cour des Comptes ne vient-il pas récemment d'exprimer des doutes sérieux sur l'efficacité de ces aides ?

Comment allons-nous inciter, et ce de manière décisive, le crédit à financer davantage la production de richesses, l'innovation et l'emploi à l'instar de ce qui se passe chez nos voisins allemands ?

M'étant adossé sur la motion du syndicat CGT de Kléber Toul, mais le raisonnement pourrait être identique concernant ARCELOR MITTAL, les industries chimiques et du papier carton, je souhaiterais que le CESR de

Lorraine appuie la demande d'un moratoire avant toutes décisions irréversibles, que la période ainsi dégagée serve à étudier toute proposition alternative de continuité pérenne de ces entreprises.

Michelin revendique 200 millions d'euros de bénéfices en 2007, l'expertise réalisée à la demande des élus du CCE a permis de confirmer que le groupe avait provisionné 130 millions d'euros afin de financer la fermeture alors qu'avec la moitié de cette somme, 65 millions, il serait possible de pérenniser et de développer sur la base du savoir faire des salariés, l'activité et ses emplois sur le site de Toul.

La CGT entend donc exprimer sa colère qui est celle aussi de milliers de familles Lorraines qui ne savent pas de quoi demain leur avenir sera fait... Elle va proposer à l'ensemble des organisations syndicales Lorraines, à toutes ses forces vives, d'organiser conjointement une grande manifestation régionale dans les deux mois qui viennent, manifestation porteuse de cette colère mais aussi de propositions qui rompent résolument avec les politiques menées actuellement afin de maintenir l'emploi existant, et d'obtenir des grands groupes les investissements nécessaires à la redynamisation des bassins d'emplois.